

ANALYSE SOCIOECONOMIQUE DE L'EFFICACITE DES FORMATIONS UNIVERSITAIRES AUX DYNAMIQUES DES OFFRES D'EMPLOIS AU MALI

Adama DEMBELE

Sociologue, Doctorant

Institut de Pédagogie Universitaire (I P U)

demadama75@gmail.com

demadama21@yahoo.fr

RESUME

Le présent article s'intitule *l'analyse socioéconomique de l'efficacité des formations universitaires aux dynamiques des offres d'emplois au Mali*. La question de la formation ainsi que celle de l'emploi des jeunes demeurent préoccupantes au Mali malgré les efforts consentis par l'Etat. De nos jours, il y a une augmentation croissante des diplômés dans de nombreux domaines. Pour cause, les débouchés proportionnels et adéquats à la formation sont rares. Le travail a pour objectif de d'analyser l'efficacité des formations universitaires et leurs adaptations aux dynamiques des offres d'emplois. Dans l'hypothèse qu'il existe une inadéquation entre les formations et les besoins de l'emploi, il est important de savoir comment renforcer la qualité des formations universitaires des jeunes diplômés au Mali ? Comment améliorer l'efficacité des institutions chargées de l'insertion socioprofessionnelle et économique des jeunes diplômés et non diplômés au Mali ? Pour la réalisation du travail, des revues documentaires ont été réalisées y compris des entretiens avec des personnes ressources ayant d'expérience dans le domaine.

Mots clés : Efficacité, emplois, dynamiques, formations, offres, socioéconomique.

ABSTRACT

The question of training as well as that of youth employment remain a concern in Mali despite the efforts made by the State. This article takes a look at the causes and consequences of this major problem of educated young people, graduates and non-graduates. If today there is a growing increase in graduates in many fields, however, commensurate and adequate opportunities for training are rare. Many structures have been put in place by the State to facilitate the socio-economic integration of young people after their university and professional training.

These include, in particular, the Ministry of Employment and Vocational Training, the Youth Employment Agency (APEJ), the Support Fund for Training and Apprenticeship (FAFPA), the Agency for the Promotion of Private Initiatives (API), Regional Master Plan for Technical and Vocational Training (SDRFTP), the Multifunctional Platform and Employment Program (PTFE), the Vocational Training Project for Integration and Rural Youth (FIER), the PROCEJ Youth Employment Skills Development Project etc., all these structures were created gradually to solve the problems of training and employment. Since the creation of

these institutions and in view of the persistence of employment difficulties, it will be obvious to create a single unit to resolve all the technical and material issues related to the socio-professional integration of young people. This has the advantage of reducing the cumbersome administrative procedures that often discourage job seekers.

Key words: Efficiency, dynamics, jobs, offers, socio-economic, training.

INTRODUCTION

L'adéquation entre formation et emploi demeure une équation préoccupante dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne bien qu'il ne s'agisse pas d'un sujet nouveau en soi. En 1992 déjà, lors des Journées Nationales de Réflexion sur la formation professionnelle tenues à Bamako, les constats sur le sujet faisaient état de nombreuses difficultés. Il s'agit entre autres, du manque de cohérence entre la formation et les besoins du marché du travail, de la faible qualification de la main-d'œuvre, de l'insuffisance des capacités de formation, de l'obsolescence des équipements, des programmes de formation inadaptés, du manque de professionnalisme dans la formation des formateurs.

Plusieurs pays participent actuellement à un mouvement de fonds à travers les réformes politiques de formation de la main-d'œuvre et de l'emploi. Face à cette situation, la question d'efficacité des stratégies d'adaptation et d'orientation des formations aux nouvelles opportunités d'emploi est au cœur des débats publics. L'interprétation de ce phénomène, l'analyse de ses causes et de ses effets varient en fonction des approches théoriques retenues et des méthodes utilisées pour le mesurer.

La problématique générale de ce travail revient à chercher les correspondances à la fois qualitatives et quantitatives entre les structures de demande et d'offre de mains d'œuvre. Cette problématique interroge en effet le rapport dialectique qui s'établit entre la mobilité de la main d'œuvre et la formation de compétences sur le procès de travail, formation dont dépend en partie la pérennité des processus rapide des mutations du marché de travail. Une connaissance approfondie du système éducatif malien est impérative, parce qu'il a longtemps fonctionné sur des dynamiques d'emploi antérieures. Ces dynamiques se sont épuisées en même temps que les pouvoirs publics concevaient et mettaient en œuvre des programmes d'ajustement structurel. Ce qui a entraîné sa déconnexion de nouvelles dynamiques d'emploi, qui sont souvent extérieures au secteur moderne. L'Observatoire de l'Emploi et de la Formation (O.E.F) fit cet état des lieux peu flatteur du secteur de l'emploi et de la formation en 2003.

Au Mali, la formation et l'emploi des jeunes constituent un problème majeur qui a pris des proportions importantes depuis un certain temps à cause des mutations du marché de travail. Les causes et les conséquences de ces changements dans le monde du travail sont nombreuses et multiformes. Au cours des dernières années, la question du développement des qualifications, de l'emploi des jeunes et surtout leur orientation s'est imposée comme une problématique centrale dans le pays.

Le Répertoire des métiers prévoit à la fois de rapprocher le système d'emploi et de l'offre en formation, et d'effectuer une mise en relation entre les emplois et les diplômes. Le chantier des descripteurs des métiers envisage, outre l'information sur le contenu des métiers, de donner des indications sur l'accès au métier, par la voie de la formation initiale ou continue.

Héritées de la colonisation, les structures éducatives des pays d'Afrique subsaharienne dont le Mali ont fait l'objet d'une institutionnalisation dans le cadre d'un système particulièrement protecteur à ses débuts. Cela a donné lieu à une politique engagée dans un enseignement de masse plutôt que de qualité (CISSE, 2016 : 12). Cet afflux des élèves et leur accession à l'enseignement supérieur nécessite une gestion rigoureuse dans le but de répondre aux attentes du développement économique du pays.

L'emploi doit jouer un rôle régulateur essentiel pour favoriser l'amélioration durable du niveau de vie de toutes les couches de la population. L'éducation et la formation professionnelle sont perçues ici comme des facteurs déterminants de l'efficacité globale de toute politique de développement, qui se veut socialement et économiquement équilibrée.

Eu, égard de l'importance des formations universitaires dans le cycle du développement socioéconomique du pays, la question de l'adéquation entre formation et emploi reste essentielle. La politique d'emploi du pays devrait s'avérer efficace même si la correspondance entre emploi et formation n'est pas mieux établie. Aussi,

la formation de masse des diplômés doit-elle avoir des effets positifs sur la croissance socioéconomique du pays avec l'efficacité des mesures d'accompagnement conduites par des structures étatiques ou privées.

D'après le document de référence officiel (CSCR, 2012 : 7) : « *Chaque année, 300 000 jeunes arrivent sur le marché du travail et un grand nombre d'entre eux, n'ayant pas bénéficié d'aucune formation professionnelle, essayent en vain d'accéder à un emploi* ». Ce qui renforce la pauvreté notamment en zone urbaine, peut provoquer en long terme des tensions sociales. La connaissance des structures de formation notamment universitaires et des besoins en emploi rentre en ligne de compte dans la promotion d'une employabilité plus épanouie.

PROBLÉMATIQUE

Les mutations socioéconomiques liées fondamentalement à l'évolution de la technologie ont apporté des bouleversements importants dans de nombreux secteurs d'activités au Mali, rendant ainsi caduques d'autres activités au profit d'autres secteurs. Le monde a connu de profondes transformations qui ont affecté les systèmes de production et d'échange. De ce fait, la croissance économique, conjuguée aux changements technologiques accélérés, la persistance de relations internationales inégales, et une concurrence exacerbée entre pays, traduisent un décalage croissant entre l'offre et la demande de main d'œuvre. Ce décalage entre l'offre et la demande d'emploi a provoqué des déséquilibres profonds dans le monde du travail de façon générale et le Mali ne fait pas exception à ces bouleversements.

Partant de cette nouvelle donne de réalité, l'étape de la formation des jeunes est cruciale pour faire face à ces nouveaux enjeux de type complexe. Le système éducatif et d'enseignement au Mali est en retard par rapport aux nouvelles offres d'opportunités d'emploi. Autrement dit, le constat révèle que les mutations s'opèrent vite sur le marché de l'emploi que les contenus d'enseignement et d'apprentissage au Mali.

Le système de formation au Mali n'a pas évolué au même rythme que les changements en cours. Il est en décalage avec la nouvelle donne économique et les nouvelles conditions et exigences du marché du travail. Cependant, une relecture des programmes de tous les ordres d'enseignement permettra de prendre en compte des nouvelles dynamiques du marché de travail. Si dans le temps les formations théoriques ont montré leurs mérites, grâce aux avancées technologiques, les formations techniques représentent aujourd'hui les modèles d'emploi de masse des économies diversifiées.

De nos jours, les analyses du secteur de l'emploi pointent la thèse d'un déphasage entre les formations et les besoins réels du marché du travail. C'est pourquoi, dans ce travail, nous tenterons d'analyser profondément la nature et l'efficacité des programmes d'enseignement au Mali notamment ceux des universités. Aussi, il nous paraît-il intéressant d'identifier tous les secteurs d'activités qui offrent de nouvelles opportunités d'offre d'emploi. Pour cause, des secteurs économiques prioritaires restent encore insuffisamment pris en compte par les programmes et dispositifs de formation dans le contexte malien.

Les formations universitaires et les stratégies devraient être adaptées dans une perspective d'instrument de développement économique et non pas seulement institutionnel. Cette approche nouvelle permettra de mettre en adéquation la formation et l'emploi. De même elle conduira à organiser les interventions en matière de formation professionnelle et de les coordonner pour qu'elles aient des impacts mesurés sur l'économie (ADEA, 2012). L'élaboration de contenus de formation et le choix des spécialités ne devraient plus être du seul ressort de l'administration universitaire. La nécessité de consulter les acteurs économiques doit être admise dans la séquence des formations universitaires en vue d'aboutir à une régulation entre la formation et le système d'emploi.

Le chômage massif des jeunes, la crise de l'employabilité, les mutations du marché de travail, le manque de qualification des diplômés, sont entre autres des raisons véritables qui justifient le choix et la motivation de

ce thème. Vu l'ampleur du fléau et les conséquences qui en découlent, il est opportun d'étudier profondément les tenants et les aboutissants des mutations auxquelles les secteurs de l'emploi font face au Mali. Cela nous permet de cerner les stratégies adoptées par les institutions étatiques et privées pour rendre les formations universitaires plus attractives.

A cause du chômage de masse, des difficultés d'insertion des jeunes diplômés sortants des universités publiques, nous voulons dans ce travail nous intéresser à la question de la formation des jeunes et réfléchir sur l'orientation de ceux-ci vers les nouvelles opportunités d'emploi. Nous réfléchissons sur l'efficacité et la coordination des activités des institutions créées par l'Etat malien pour promouvoir la formation et l'emploi des jeunes sur toute l'étendue du territoire. Les recherches entreprises dans ce travail permettent de faire le bilan des efforts et stratégies déployés par l'Etat pour une formation de qualité et l'emploi des jeunes. Car les efforts des institutions ayant pour missions la promotion d'emplois et la formation professionnelle semblent centrés sur les milieux urbains. Ce qui n'intègre pas nécessairement les réalités des jeunes ruraux qui font des afflux massifs vers les grandes villes du pays. A cet égard, il est important de savoir comment renforcer la qualité des formations universitaires des jeunes diplômés au Mali ? Comment améliorer l'efficacité des institutions chargées de l'insertion socioprofessionnelle et économique des jeunes diplômés et non diplômés au Mali ?

RÉSULTATS

Des études ont été menées pour poser des diagnostics conséquents. Elles ont permis d'avoir une vision assez claire sur l'insertion des produits du système éducatif malien. Il s'agit du cas de l'Enquête Emploi Auprès des Ménages – 2004 (EPAM).

Une analyse de l'EPAM – 2004 a révélé le paradoxe du chômage au Mali, qui touche beaucoup plus les diplômés et les personnes instruites que les personnes non diplômées moins instruites ou non instruites. Pour preuve, toujours selon cette enquête, au niveau national, le taux de chômage des personnes ayant le CAP et le BT atteint 18% ; celui des détenteurs de la licence, de la maîtrise et plus, atteint 19,4%. Par contre le taux de chômage des personnes sans instruction est de 7,5%. Le constat montre que plus l'individu est instruit plus il a du mal à trouver un emploi. Cette situation laisse entrevoir des distorsions sur le marché du travail et pose l'épineux problème de l'ajustement de la formation à l'emploi (N'DIAYE, 2004 : 4).

Une autre source de l'Agence Nationale pour l'emploi (ANPE) réalisée en 2014 confirme cette tendance. Près de la moitié des demandeurs a atteint le niveau supérieur, environ un tiers a un niveau secondaire pendant que moins d'un dixième est sans niveau d'instruction. Tout indique que sur le marché de l'emploi la chance des diplômés du supérieur est potentiellement moindre. Cela dénote de la prédominance du secteur informel au détriment du secteur formel. De ce fait, la recherche de l'emploi concerne davantage les personnes ayant en possession un diplôme secondaire ou supérieur en croire les thèses antécédentes.

Les jeunes sans niveau d'instruction, sont facilement tournés vers le secteur informel pour accéder aux emplois qui n'exigent pas un haut niveau d'étude. Selon l'ONEF (2014 : 17), le marché du travail malien est dominé par les emplois relevant du secteur informel. En effet, plus de sept actifs occupés sur dix exercent leur activité dans le secteur informel. Ce qui représente près de quatre millions de personnes. Pour le Directeur des opérations de la Banque mondiale au Mali Paul Noumba « *plus de 200 000 jeunes maliens arrivent chaque année sur le marché du travail et seulement, 10% sont absorbés par le secteur formel de l'emploi* ». Peu importe le sexe, le niveau d'étude, il reste entendu que l'emploi dans le secteur informel est le principal secteur d'activité de la population malienne.

Mieux, selon le programme décennal de développement de la formation professionnelle pour l'emploi (PRODEFPE, 2017), les entreprises informelles constituent le principal pourvoyeur d'emplois au Mali. Pas moins de 91% des actifs occupés travaillent dans ce type d'entreprise. Dans cette même optique, une

étude du BIT estime que, l'artisanat utilitaire participe pour 65% au PIB et assure à lui seul les 2/3 des emplois créés par le secteur informel. Le sous-secteur contribue de 4 à 5 fois plus que l'ensemble des autres secteurs économiques en ce qui concerne le taux global d'emploi. C'est pour cela, la politique de formation de l'Etat doit s'étendre davantage sur le secteur informel afin d'avoir une approche globale de l'emploi. Il s'agit d'identifier les emplois prioritaires du secteur informel ainsi que les acteurs du domaine pour mettre en place une dynamique de formation proportionnelle.

En 2014, l'effectif des chômeurs, c'est-à-dire les individus sans emploi et disponibles pour travailler, était 492 310 personnes, soit 8,2 % de la population active (INSTAT, EMOP 2014). Pour le Bureau international du travail, ce chiffre devrait atteindre le seuil de 434 000 personnes en 2030. Au cours de la même année, les demandes d'emploi enregistrées au niveau de l'ANPE et des Bureaux privés de placement étaient évaluées à 16 159 personnes, soit seulement 3,3 % des demandeurs d'emploi. Tous ces chiffres éclairent les défis de l'insertion professionnelle des jeunes et de l'importance d'une meilleure compréhension de la transition entre l'école et le monde du travail.

Pour entreprendre une analyse socioéconomique sur l'efficacité des stratégies d'adaptation des formations universitaires aux dynamiques des offres d'emploi, il est nécessaire d'évoquer quelques stratégies mises en place jusqu'ici par l'Etat. Même si le fossé entre emplois et formations reste large, il faut le noter que d'importantes initiatives furent envisagées par l'Etat malien concernant la mise en place des structures d'accompagnement. Les missions assignées à ces structures diffèrent d'une institution à une autre d'autant plus qu'elles sont nombreuses.

Historiquement, tous les régimes qui se sont succédé depuis l'indépendance du Mali ont porté des orientations sur la question de la formation et celle de l'emploi pour des raisons d'ordres socioéconomiques. Avant l'indépendance, il y existait un Office Territorial de la Main-d'œuvre depuis 1954, qui s'occupait des questions relatives aux activités professionnelles. Après son accession à l'indépendance (1960), une nouvelle organisation a été créée au Mali dont l'objectif visait à répondre aux besoins les plus urgents du nouvel Etat. Il s'agit de l'Office National de la Main d'Œuvre (ONMO). Ce système a fonctionné de façon satisfaisante pendant les vingt premières années d'existence du jeune Etat.

La pertinence du système s'est progressivement dégradée pour plusieurs raisons dont entre autres : l'évolution de l'économie malienne vers un système mixte, les difficultés rencontrées par le budget de l'Etat lui contraignant à abandonner la politique antérieure de recrutement dans le secteur public de l'ensemble des diplômés, les déséquilibres en formations et emplois.

La politique d'ajustement structurelle (PAS) a été un coup fatal. Pour cause, elle a mis en difficulté les politiques d'emplois en vigueur dans des pays d'Afriques subsaharienne dont le Mali. A partir de 1984, l'ONMO a été restructuré en ONMOE (Office National de Main d'œuvre et de l'Emploi) pour prendre en compte l'emploi dans toute sa dimension et les évolutions du marché de travail.

Cependant, d'importants cadres de réflexion sur la formation et l'emploi ont eu lieu. Ces assises ont abouti à la mise en place de plusieurs institutions et programmes visant à réduire le chômage des jeunes grâce à la modernisation des secteurs public et privé. Il s'agit en l'occurrence de la structuration de l'ONMOE en ANPE (Agence Nationale pour l'Emploi).

Aussi a-t-il été question de la création d'un Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, d'une Agence pour l'Emploi des Jeunes (APEJ), d'un Fonds d'Appui à la Formation et à l'Apprentissage (FAFPA), d'une Agence pour la Promotion des Initiatives Privées (API), d'un Schéma Directeur Régional de Formation Technique et Professionnelle (SDRFTP), d'un Programme de Plateforme Multifonctionnelle et Emploi (PTFE), d'un projet de Formation Professionnelle d'Insertion et des Jeunes Ruraux (FIER), Projet de Développement des Compétences Emplois des Jeunes PROCEJ etc. Toutes ces structures ont été créées progressivement pour régler les problèmes de formations et de l'emploi.

Cependant, il y a lieu de s'interroger sur la nécessité et les résultats de ces institutions au-delà des campagnes médiatiques faites autour d'elles. Les efforts de cette gamme de services devraient être à la hauteur de l'ampleur du phénomène. L'aboutissement de ce travail sera un cadre pour nous de déterminer les mécanismes de convergence des institutions concernées pour éviter les foisonnements d'initiatives pouvant être concurrentes sur le terrain.

Les problèmes des jeunes, s'ils ne se sont pas résolus au bon moment, risquent de compromettre un avenir promoteur dans un monde en pleine compétition. Les défis liés à la délinquance juvénile, de l'exode rural massif, aux migrations, à l'enrôlement des jeunes aux rangs des combattants terroristes, etc. constituent des dangers publics dont le principal facteur est l'échec social et économique. Pour pallier ces insuffisances notoires, il faut nécessairement porter un accent particulier sur leurs préventions par le biais de la bonne formation et de l'orientation vers des secteurs promoteurs.

Depuis un certain temps, hommes politiques, décideurs, ONG, partenaires techniques et financiers etc. s'intéressent constamment à la problématique de la formation et de l'emploi des jeunes. Ces analyses, généralement, se font autour des rapports entre leurs formations et les nouvelles offres d'emploi dans un monde en pleine mutation. La qualité du niveau d'étude des jeunes et leur orientation constituent les principaux défis de cette problématique. Les difficultés liées à l'insertion des jeunes sur le marché du travail ont suscité la réalisation d'importants travaux de recherche au Mali.

La plupart de ces recherches tentent d'expliquer les causes de ce phénomène, et ici, nous nous intéresserons à plusieurs aspects, tels que les programmes des formations, la qualité de la formation, les rapports entre formations et emplois, l'évolution des réalités du marché de travail, les initiatives prises par l'Etat pour orienter les jeunes vers les nouvelles dynamiques du marché de travail. Les études réalisées dans le domaine soulignent la faible qualification de la main d'œuvre en général, et en particulier celle de la main d'œuvre dans le secteur primaire.

Selon l'Association pour le développement de l'éducation en Afrique (ADEA, 2012 : 7), la réalité nationale du marché du travail au Mali est que ce marché est fractionné en sous-ensembles nettement différenciés correspondant à l'emploi moderne, l'emploi rural traditionnel, l'emploi informel, l'emploi temporaire, l'emploi à l'étranger. Les efforts de mise en cohérence des interventions n'ont pas permis des progrès pertinents de mutation du marché informel vers le formel. De même, ils n'ont pas non plus favorisé le développement de programmes spécifiques de nature à diversifier et à accroître la création d'emplois au-delà de ce qui est normalement attendue.

CONCLUSION

En somme, il est à noter que le problème d'emplois des jeunes au Mali reste une situation préoccupante pour les jeunes ainsi que pour les décideurs du pays. Après l'analyse des données disponibles sur le thème, il ressort que les causes de l'insertion socioprofessionnelle et économique des jeunes sont diverses. Il y a entre autres la question relative à la qualité de la formation des jeunes, les potentialités du marché de l'emploi, l'efficacité des institutions chargées de l'insertion des jeunes, la pauvreté des jeunes etc.

Malgré la disponibilité de nombreuses institutions chargées de promouvoir l'insertion socioprofessionnelle des jeunes, les problèmes de chômage continuent de persister au Mali. Les conséquences du phénomène impactent en général tous les secteurs économiques du pays et créent également des déséquilibres au sein de la société. En perspective, l'Etat doit œuvrer à renforcer la formation professionnelle des jeunes, améliorer la qualité des formations universitaires. Aussi, est-il nécessaire de redéfinir la politique des institutions en charge de la promotion de l'emploi-jeune au Mali.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Beaujeu, R.; Kolie, M.; Sempere, J.-F. et C. Uhder (2011) *Transition démographique et emploi en Afrique subsaharienne*, A Savoir 05, Agence Française de Développement.
- BRUNET Thierry (2001), *Dictionnaire de l'emploi et des ressources humaines*, Paris, Hatier
- CISSE, F. (2016). *La Généralisation des Centres d'Éducation pour le Développement au Mali : problèmes et perspectives*, Thèse-Université de Picardie Jules verne.
- Cahuc, P., et Zybberberg, A. (2005). *Le chômage fatalité ou nécessité ?* édition Flammarion, Paris.
- CHARMES, J. (1998), *Emploi et qualifications au Mali, Principales sources d'information, connaissances actuelles, besoins des utilisateurs et projets de suivi*, Rapport pour l'Observatoire de l'Emploi et de la Formation.
- CAVESTRO W., DURIEUX C., (2000), *Firmes, réseaux, apprentissage*, Economie et sociétés, nouvelle série « Développement » n°, Paris, ISMA.
- CISSE, M. (2014). *Les collectivités territoriales et le pilotage de la formation professionnelle au Mali : Cas du conseil régional de Sikasso, mémoire de Maîtrise*, Bamako-Université Mandé Bukhari.
- COUMARE, F. et al. (1981) *Formation et emplois des cadres au Mali, Document de travail réalisé à l'intention de l'UNESCO/Institut international de Planification*, Bamako.
- COULIBALY, A, DIAKITE, A. (2002). *Les problèmes de Formation-Emploi au Mali – Cas de l'enseignement supérieur, Mémoire de fin de cycle, Maîtrise en Analyse Quantitative et Politique Economique de la Faculté des Sciences Juridiques et Economiques*, DER Economie.
- DNSI (2002) *L'emploi, le chômage et les conditions d'activité dans la ville de Bamako, Analyse de l'enquête «Emploi et Chômage» 2001*, Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique, Bamako.
- DABITAO Kassim, DEMBELE Aoua Saran, BOURDET Yves .(2011). *Croissance, Emploi et Politiques pour l'Emploi au Mali*, (ANPE Mali)/Cellule du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP Mali)/Département des Sciences Economiques (Université de Lund Suède).
- DIAMBOMBA, M. (1980). *La réforme scolaire au Mali : Essai d'analyse des facteurs qui atténuent ses résultats*. Québec, Université Laval/Faculté des Sciences de l'éducation. 86 pages.
- D'HAINAUT, L., *Des fins aux objectifs de l'éducation, L'analyse et la conception des politiques éducatives, des programmes de l'éducation, des objectifs opérationnels et des situations d'enseignements*. Fernand Nathan Editions Labor, Paris, Bruxelles, 1980.
- DIALLO, A. D., (1986) *Ecole et sous-développement au Mali, Etude de cas de l'institut polytechnique Rural de Katibougou (IPR) Mémoire*, Bamako- ENSup.
- DURKHEIM, E., (1996). *Education et sociologie*, PUF, Paris.
- DURKHEIM, E.(1930) *De la division du travail social*, PUF, Paris.
- GRAWITZ, M. (2001). *Méthodes des sciences sociales*, Dalloz, Paris.
- GUINDO, M. (2008). *La géométrie destructive en construction métallique à l'usage des instituts de formations professionnelles*, Bamako, AMECOM.
- SANOGO, K. (2017) *Audit de la stratégie de promotion de l'auto-emploi par un service public d'emploi : cas de l'ANPE, mémoire de Master, Faculté des sciences économiques et de gestion, Bamako*.
- KONATE, H. (2002). *Analyse de la situation de la jeunesse au Mali*, l'harmattan, Paris.
- LEGENDRE, R. (2005). *Dictionnaire actuel de l'éducation*. Montréal : Guérin/Paris.
- N'DIAYE, I. (2004). *Note sur l'emploi au Mali*, Bamako-ANP.

- OCDE, (1994), *Etude sur l'Emploi*, Paris, OCDE, 2 vol.
- OCDE, (1995), *Perspective de l'emploi*, Paris, OCDE.
- ORIVEL, F., DOUMBIA, S., Eury, Xavier. (1995). *Etude de suivi des diplômés des enseignements secondaire et supérieur au Mali*. Observatoire de l'Emploi et de la Formation (OEF), décembre
- UNESCO. (1963). *L'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique : rapport de la conférence sur l'avenir de l'enseignement supérieur en Afrique* (Tananarive, 3-12 Septembre 1962). Paris, UNESCO
- SEYDOU, L. (2012). *Efficacité interne de l'enseignement supérieur malien*, UNIVERSITE LUMIERE LYON 2, Thèse de doctorat de Sciences de l'éducation.
- SISSOKO, Tiefing. (2015). *La jeunesse malienne entre autonomie, mobilisation et exclusion*, L'harmattan, Paris.
- Traoré, M. et Sissoko, Y. (2010) *Les institutions du marché du travail face aux défis du développement : Le cas du Mali*, Bureau International du Travail, Document de travail de l'emploi no 65.
- WEBER, M (1922). *Economie et société, La Découverte, Tom1*, volume3.
- Weyer, F (2011). *Education et insertion professionnelle au Mali : jeu des trajectoires, enjeu familial et inégalités*, Karthala, Paris.
- ZERBO J. (1990). *Eduquer ou Périr*. Paris, Harmattan.

Articles et rapports

- Association pour le Développement de l'Education en Afrique. (2012). *Le PRODEFPE, un outil de promotion de l'emploi au Mali*, Tunisie, Traoré Cheick FANTAMADY.
- Banque Mondiale (2010) *Le système éducatif malien – Analyse sectorielle pour une amélioration de la qualité et de l'efficacité du système*, Document de travail de la Banque Mondiale no 198, Washington, D.C.
- BIT, *Croissance, emploi et politiques pour l'emploi au Mali* ; Yves Bourdet (Département de sciences économiques, Université de Lund, Suède) ; Kassim Dabitaou (Cellule du Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), Mali) ; Aoua SaranDembélé (Agence Nationale pour l'Emploi (ANPE), Mali) - mai 2013.
- Camara, Z., Fofana, M. et Macalou, B. (2011). *Rapport d'évaluation de la politique nationale de l'emploi (PNE)*, rapport provisoire.
- DJIRE, D. Ibrahim Boubacar Keita au MEDEF : *Le Mali, pays de bonnes affaires*, l'essor, 22 octobre 2015, [en ligne, consulté, 10/09/2020, sur www.maliweb.net].
- Direction Nationale de la Statistique et de l'Informatique. (2008). *Comptes Economiques du Mali*. République du Mali/Ministère de l'Economie, de l'Industrie et du Commerce. 30 pages.
- D. Djiré, Ibrahim Boubacar Keita au MEDEF : *Le Mali, pays de bonnes affaires*, l'Essor, 22 Octobre 2015, en ligne : www.maliweb.net.
- Institut des Nations Unies pour le Développement Social. (1973). *La formation professionnelle dans les pays en voie de développement*, Genève.
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (2009) *Rapport d'évaluation finale du Programme Emploi-Jeunes (PEJ)*, Rapport définitif, Secrétariat Général.
- Ministère de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (2010) *Programme Emploi-Jeunes (PEJ)*, Document-Cadre.
- République du Mali, *Cadre Stratégique de croissance et de Réduction de la pauvreté*, 28 décembre 2011, en ligne : www.malipd.org.